

Unité Interdépartementale de Vaucluse-Arles  
Affaire suivie par le pôle risques  
Références : D-00257-2022

Avignon, le 24/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ARTERRIS**

Mas Jullian - SALIERS  
13104 ARLES

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement ARTERRIS implanté Mas Jullian - SALIERS 13104 ARLES. L'inspection a été annoncée le 18/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARTERRIS
- Mas Jullian - SALIERS 13104 ARLES
- Code AIOT dans GUN : 0006400906
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ARTERRIS est spécialisée dans le stockage et la transformation de céréales.  
Le site comprend notamment un ensemble de silos de stockage.  
L'alimentation en eau se fait par le réseau d'eau public et un forage.

Ses activités sont réglementées par un arrêté préfectoral en date du 24 février 2004. L'établissement relève de l'autorisation au titre de la rubrique 2160 (silos).

**Le thème de visite retenu est la gestion des effluents aqueux.**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de proposition de suites administratives :**

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
1	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 15	Mise en demeure, respect de prescription
2	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 16	Mise en demeure, respect de prescription
3	Déclaration forage	Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
6	Réseau de collecte (APAE)	Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.II.4 (30)	Mise en demeure, respect de prescription
10	Stockage de GPL	Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.II.7	Mise en demeure, respect de prescription

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
4	Consommation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 14
5	Réseau de collecte (APAE)	Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.II.4 (30)
7	Réseau de collecte (APAE)	Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.II.4 (30)
8	Valeurs limites de rejet (AM)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 31

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
9	Réserve d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.II.3 (26)

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La gestion des eaux du site ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté ministériel et doit être totalement revue.

### **2-4) Fiches de constats**

### Nom du point de contrôle : 1 - Prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a affirmé qu'il y avait un compteur de consommation d'eau sur le réseau communal.  Il n'a toutefois pas été en mesure de le justifier (factures d'eau).  L'exploitant a affirmé que le réseau d'eau de forage n'est pas équipé de compteur d'eau prélevée.  L'exploitant a affirmé que le réseau d'eau incendie (6 cuves d'eau de capacités unitaires de 25 m3 totalisant 150 m3) issue du forage n'est utilisé que pour alimenter les RIA.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection de l'environnement la justification de présence d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée sur le réseau d'eau communal ou installer un compteur dans un délai de 6 mois. Un compteur d'eau devra être installé sur le prélèvement d'eau du forage sous un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure – Respect prescription

### Nom du point de contrôle : 2 - Prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a affirmé qu'il n'a pas connaissance de la présence de dispositifs évitant en toute circonstance le retour d'eau susceptible d'être polluée sur les réseaux d'eaux du réseau public et de forage.
<b>Observations :</b> Un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée devra être installé sur le réseau d'eau communale et sur le forage sous un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure – Respect prescription

### Nom du point de contrôle : 3 - Déclaration forage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Forage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant régularisera la situation administrative de son forage auprès des services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales {DDTM actuellement}, sous six mois dès notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a affirmé ne pas avoir connaissance d'une quelconque régularisation administrative du forage.
<b>Observation :</b> L'exploitant doit régulariser la situation administrative de son forage auprès des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, sous 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure – Respect prescription

### Nom du point de contrôle : 4 - Consommation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.
<b>Constats :</b> L'exploitant a affirmé effectuer des contrôles du réseau d'eau communal afin de vérifier l'absence de fuite, ne pas consommer d'eau du réseau communal autrement que pour le strict minimum (sanitaire [pas d'utilisation de la douche], fontaine à eau et lavage nécessaire d'une dizaine de conteneurs une seule fois par an).
<b>Observations :</b> Ces contrôles ne sont pas réalisables en l'absence de compteur de consommation d'eau (cf point de contrôle n° 1). Il est demandé à l'industriel de justifier la véracité des contrôles de quantité d'eau utilisée permettant de s'assurer de l'absence de sur-consommation pour, le cas échéant, prendre des mesures adéquates qui doivent également être précisées au travers de consignes écrites à transmettre également à l'inspection de l'environnement dans un délai de trois mois suivant la réception des présentes suites.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : 5 - Réseau de collecte (APAE)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.II.4 (30)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets d'effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées (eaux incendies) seront recueillies dans la cour étanche située en contrebas des silos.
<b>Constats :</b> L'exploitant a affirmé que le site n'est pas équipé d'un système de récupération des eaux incendie et que ces eaux sont évacuées via le regard de récupération des eaux issues de la zone de stockages en silos en fonctionnement vers la roubine longeant le site.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de réaliser une étude de gestion des effluents aqueux de l'ensemble du site. Cette étude doit être transmise à l'inspection de l'environnement dans un délai d'un an suivant la réception des présentes suites.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 6 - Réseau de collecte (APAE)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.II.4 (30)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets d'effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vanne automatique sera installée au point d'évacuation des eaux pluviales. La fermeture de cette vanne sera asservie au déclenchement de l'alarme incendie du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a affirmé l'absence d'alarme incendie ainsi que de vanne d'isolement du site vers le milieu extérieur.  L'inspection de l'environnement a constaté la présence d'une vanne au niveau du local du compresseur du forage qui semble hors d'usage.
<b>Observation :</b> L'exploitant doit installer une alarme incendie ainsi que de vanne d'isolement du site vers le milieu extérieur sous 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure – Respect de prescription

**Nom du point de contrôle : 7 - Réseau de collecte (APAE)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.II.4 (30)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets d'effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux polluées ainsi récupérées pourront être : - soit rejetées après passage dans un débourbeur/déshuileur garantissant le respect des valeurs suivantes dans le milieu naturel {cf point suivant} ; - soit récupérées en vue d'un traitement hors site par une société spécialisée.
<b>Constats :</b> L'exploitant a affirmé que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne sont pas traitées avant rejet vers le milieu naturel.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de réaliser une étude de gestion des effluents aqueux de l'ensemble du site. Cette étude doit être transmise à l'inspection de l'environnement dans un délai d'un an suivant la réception des présentes suites.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : 8 - Valeurs limites de rejet (AM)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets d'effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.  « Sauf dispositions particulières prévues par arrêté préfectoral pour les plateformes industrielles relevant de l'article L. 515-48 du code de l'environnement, le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline. »  La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.
<b>Constats :</b> L'exploitant a affirmé ne pas effectuer d'analyse des effluents aqueux avant rejet vers le milieu extérieur.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser une analyse des effluents aqueux avant rejet vers le milieu extérieur dans un délai de trois mois suivant la réception des présentes suites.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : 9 - Réserve d'eau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.II.3 (26)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie comprendront au minimum : - [...] ; - une réserve d'eau d'au moins 150 m <sup>3</sup> équipée de raccords normalisés ; - [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant affirme que le site est équipé de 6 cuves d'eau incendie d'une capacité unitaire de 25 m3 totalisant ainsi une réserve de 150 m3 d'eau alimentant les RIA.  L'inspection de l'environnement a constaté la présence de 6 cuves d'eau possédant des raccords pompier et qui paraissent pleines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 10 - Stockage de GPL**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2004, article 2.II.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention particulière
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol de l'aire de remplissage doit être incombustible et disposé ou conçu de telle sorte que des produits tels que des hydrocarbures liquides répandus accidentellement ne puissent l'atteindre ou puissent être recueillis afin d'être récupérés.
<b>Constats :</b> L'inspection de l'environnement a constaté que l'aire de remplissage de la cuve GNR est incombustible mais ne permet pas de recueillir les hydrocarbures susceptibles d'être répandus accidentellement.
<b>Observation :</b> L'exploitant doit installer un système de récupération des produits liquides au niveau de l'aire de remplissage sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure – Respect de prescription